

1, Allée du Bois Vert 75001 Paris 01 France

Contact : Christelle Steimetz

Tel : 0699887766

Email : info@apoc.com

Devis DEV-20161231-79

En date du : 31/12/2016 Réf. client : MDUJ

Client MDUJ

Objet : Création d'une application Web d'observation d'espèces d'oiseaux / Date de livraison prévue : 23/11/2016

Nom / Code	Description	Qte	PU HT	TVA	Total HT
Cadrage et Gestion de Projet					
Gestion / Cadrage	Chef de projet Définition du projet Réunions internes / Validation Projet Rédaction Cahier des Charges Recettage Planification et Suivi de projet Reporting Formation Client	82,00	57,00	20,00 % (936,00)	4680,00
Sous total					4680,00
Conception graphique du Site					
Charte graphique	Graphiste & Chef de Projet Intégration de la charte graphique complète	32,00	41,67	20,00 % (400,00)	2 000,00
Maquettes graphiques	Graphiste Livrables : Maquettes graphiques de la page d'accueil et des pages Intégration des maquettes	40,00	41,67	20,00 % (320,00)	1600,00
Sous total					3600,00
Conception et production technique du Site					
Conception / Intégration	Développeur et Chef de projet Définition de l'arborescence Définition des fonctionnalités et spécifications techniques Conception Back End Intégration des contenus rédactionnels et visuels Développement Back End Corrections techniques du site Internet en fonction du recettage	1,00	7360,00 forfaitaire	20,00 % (1472,00)	7360,00

Sous total					7360,00
Mise en ligne	<i>Développeur</i> Mise en ligne sur serveur de préproduction Tests sur serveur de préproduction Achat nom de domaine et hébergement Mise en ligne	1,00	840,00 <i>forfaitaire</i>	20,00 % (200,00)	840,00
Marketing	Etude de marché (ciblage et benchmark) Elaboration de la stratégie de diffusion - marketing mix Conception de la landing Page Maquette de la landing page Intégration de la landing page Etude sur le référencement Campagne Google Adwords Campagne Facebook Ads Campagne E-mailing	1,00	5.000,00 <i>forfaitaire</i>	20,00 % (1.000,00)	5.000,00
Sous total					5.000,00

Total net HT 21.480,00 €

TVA

20,00% 3 755,00 €

Montant total TTC 25.776,00 €

Signature et cachet de l'entreprise :

Signature du client précédée de la mention 'Lu et Approuvé, bon pour accord' :

Date de validité : 31/01/2016
Moyen de règlement : chèque
Délai de règlement : 30% à la commande
Puis un règlement final à la livraison du projet finalisé

En cas de retard de paiement et de recours à un créancier, conformément à l'article 121-II de la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 une indemnité pour frais de recouvrement d'un montant de 140€ sera demandée.

Informations complémentaires du document

Conditions générales de vente :

Préambule - Définition des termes APOC est une société à responsabilité limitée au capital de 100 000 Euros, dont le siège social est situé 25, Rue du Carlier - 12345 Filppeville, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Rennes sous le numéro 424 967 552. Dans les présentes conditions générales de vente, la société à responsabilité limitée APOC est dénommée « APOC » et le client ou le prospect « le CLIENT ». Les présentes conditions générales de vente sont ci-après dénommées « les Conditions Générales ». Pour l'interprétation et la mise en œuvre des présentes Conditions Générales, il est convenu que les termes ci-après seront définis de la façon suivante : « Prestation » désigne ci-après l'objet de la vente effectuée par APOC. La prestation peut désigner un ensemble de prestations de services tel qu'un conseil, une mise à disposition d'un savoir faire, une concession de licence d'exploitation de progiciel, de logiciel ou de brevet, les prestations annexes à l'acquisition d'un logiciel ou d'un progiciel et le suivi de ces derniers, une prestation intellectuelle, la conception d'un site web ou d'une application métier, etc. De même le terme prestation peut également désigner une vente d'objet mobilier tel qu'un appareil, un composant ou un support informatique. « Site Web ou Internet » désigne l'ensemble de pages composées de textes, d'images et le cas échéant d'éléments multimédia, accessible par une adresse URL et hébergée sur le disque dur d'un serveur permettant des accès multiples et simultanés via le réseau Internet. « Sources » désigne le contenu élémentaire nécessaire à la création d'une prestation immatérielle : textes, images et sons pour un site Internet, documents comptables pour une solution de comptabilité, etc. Sauf mention contraire, la fourniture des sources est à la charge du CLIENT. « Cahier des charges » désigne le document fourni par le CLIENT, ou réalisé en collaboration avec APOC contre rémunération, décrivant le plus explicitement possible le contenu de la prestation attendue et des éventuelles contraintes et spécificités concernant les conditions techniques de production, d'exploitation et de qualité d'une prestation. Le cahier des charges ne constitue un élément contractuel qu'à partir de l'instant où il est signé par les 2 parties. Tout cahier des charges non signé ou signé uniquement par l'une des parties est considéré comme nul. « Élément contractuel » désigne un devis, un bon de commande, un contrat, un cahier des charges, une proposition commerciale dès lors qu'il est signé par APOC et le CLIENT. Il peut aussi viser une facture ou un reçu d'acompte délivré par APOC.

Article 1. Objet - Domaine d'application

1.1 Les Conditions Générales ont pour objet de régir les relations contractuelles entre APOC et le CLIENT et définir l'étendue des prestations proposées par APOC.

1.2 Les Conditions Générales s'appliquent à toute prestation de toute nature, effectuée par APOC dans les pays du monde entier. Elles prévalent sur toute autre condition d'achat, sauf dérogation expresse et formelle accordée par APOC. Elles pourront être modifiées ou complétées si APOC établit un ou plusieurs éléments contractuels qui, le cas échéant, tiendraient lieu de conditions particulières.

1.3 Le fait pour une personne physique ou morale, de commander un service ou produit de la société APOC emporte acceptation pleine et entière des présentes conditions générales de vente.

1.4 APOC peut modifier,

réactualiser ou rectifier les présentes, notamment afin de prendre en compte une évolution législative, réglementaire, jurisprudentielle et/ou technique. APOC prévient, dans la mesure du possible, ses CLIENTS de toute modification de ses Conditions Générales, soit sur la page d'accueil de son site Internet (accessible à l'URL suivante <http://www.APOC.fr/>), soit par le biais d'un affichage au siège social (situé à l'adresse indiquée dans le préambule). L'actualisation ne concerne en aucun cas les prestations déjà exécutées ou en cours d'exécution, sauf pour celles dont la durée restante est supérieure à six mois à la date de la modification. Dans ce cas les dernières Conditions Générales sont mises en application entre les parties.

1.5 Dans le cas où l'une des dispositions des présentes est réputée ou déclarée nulle, ou non écrite, par un tribunal compétent, les autres dispositions restent intégralement en vigueur et doivent être interprétées de façon à respecter l'intention originelle des parties exprimée dans ce document.

Article 2. Formation et conditions d'exécution du contrat

2.1 L'obligation respective de chaque partie, de réaliser la prestation pour APOC et de payer la prestation pour le CLIENT, naît à partir du moment où le CLIENT a dûment signé et retourné par fax, email ou courrier le ou les document(s) contractuel(s) émis par APOC ou à partir de l'encaissement d'un acompte initial par APOC. Si un devis a été établi, la demande de réalisation de la prestation décrite au devis vaut acceptation par le CLIENT.

2.2 Le CLIENT est conscient que le projet informatique qui se définit entre les parties peut se révéler complexe au sein de son entreprise et qu'il est susceptible de remettre profondément en cause son organisation et ses méthodes de travail ainsi que la qualification du personnel. Ce projet suppose ainsi une collaboration étroite entre les parties, un dialogue permanent dans un esprit de confiance et de respect mutuel. L'investissement personnel du CLIENT dans la création du site est indispensable sans quoi un résultat qui ne correspondrait pas à ses attentes ne saurait relever de la responsabilité de APOC, comme indiqué à l'article 5.3 ci-dessous.

2.3 APOC peut décider de refuser, d'interrompre ou de modifier la prestation et ce, sans indemnités au profit du CLIENT ni remboursement d'acompte, dès l'instant où : -le CLIENT ne s'acquitte pas des sommes facturées par APOC; -le CLIENT ne démontre pas, ou plus, un gage suffisant de solvabilité; -lorsque le CLIENT ne présente pas ou plus les compétences nécessaires et spécifiques à la réalisation complète de la prestation, soit parce que le CLIENT manifeste une opposition systématique aux conseils et prestations prodigués par APOC, soit parce que le CLIENT se refuse à fournir les instructions ou sources nécessaires à la réalisation définitive de la prestation; -lorsque APOC constate tout acte de piratage, de fraude ou de non-respect des règles éthiques, juridiques ou morales de la profession, imputable au CLIENT.

2.4 APOC se réserve le droit d'apporter des modifications non substantielles à ses prestations, sans que cela ne vienne remettre en cause les liens contractuels ni les obligations entre les deux parties.

2.5 Toute prestation de gestion de nom de domaine, hébergement, adresses mail notamment, fait l'objet d'une facturation annuelle, le 1er janvier de chaque année. En cas d'interruption à l'initiative du client, ou de transfert vers un autre prestataire en cours d'année de l'une ou l'autre de ces prestations, le règlement est dû pour l'ensemble de l'année en cours.

2.6 Aucune commande d'une prestation ne peut être annulée sans l'accord express de APOC. A défaut, le CLIENT serait tenu de payer l'intégralité des sommes dues à APOC.

Article 3. Prix - facturations - délais

3.1 Le prix de la prestation est ferme. Il est stipulé hors taxes et exprimé en euro portant sur le montant total à payer.

3.2 Toute commande concernant la réalisation d'un site web et/ou d'une

application métier donne lieu au versement préalable d'un acompte de 40 %. La réalisation de ladite commande démarre sitôt encaissement de cet acompte. Le versement de l'acompte n'autorise cependant pas l'accès du CLIENT à une quelconque forme de propriété sur tout ou partie des éléments de la prestation qui reste la propriété exclusive de APOC jusqu'au paiement intégral, comme indiqué à l'article 7 des présentes.

3.3 Les conditions de l'offre concernent exclusivement les prestations spécifiées sur les éléments contractuels. Toute prestation supplémentaire et non prévue sur ces derniers fera l'objet d'une majoration équivalente à sa valeur. Le refus de paiement d'une telle prestation ouvrira le droit pour APOC à la résiliation et au paiement intégral du contrat de vente, et à une indemnité égale au préjudice subi et/ou à la valeur de la prestation additionnelle.

3.4 En cas de défaut de paiement total ou partiel du prix de la prestation : -le CLIENT devra verser une pénalité de retard équivalente à une fois et demie le taux de l'intérêt légal, en application de l'article L. 441-16 du Code de Commerce. Le taux de l'intérêt légal est celui en vigueur le jour de constatation de la carence. La pénalité est calculée sur le montant hors taxe de la somme restant due, et court à compter de la date d'échéance du règlement ; -l'ensemble des services vendus peut être suspendu si le CLIENT ne se manifeste pas lors des relances effectuées par APOC. Après mise en demeure par courrier avec demande d'accusé de réception, la vente peut être résolue de plein droit au profit de APOC, la résolution prenant effet deux semaines après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse. Dans cette situation, APOC est en droit d'arrêter les services vendus, de réclamer la restitution de la prestation ou sa compensation, les acomptes perçus restant acquis. APOC est aussi fondé d'appliquer en sa faveur la réserve de propriété mentionnée à l'article 7 des présentes.

3.5 Toute contestation ou réclamation relative à la facturation doit être adressée par lettre recommandée dans les dix jours à réception de la dite facture, à défaut de quoi APOC n'accepte plus aucun grief.

Article 4. Livraison de la prestation

4.1 Sauf stipulation expresse contraire, la livraison, quelle que soit la prestation, est effectuée au lieu du siège social de APOC sans formalité particulière. Sauf manifestation de APOC ou du CLIENT dans un délai de deux semaines à partir de la date de livraison prévue, la livraison est réputée avoir eu lieu aux dates et conditions prévues.

4.2 Le CLIENT peut demander un report de livraison d'un maximum de trois semaines en adressant une demande écrite à APOC. Cependant, aucun report de date de livraison à l'initiative du CLIENT n'est accepté si la demande n'est pas introduite au moins 48 (quarante huit) heures avant la date prévue de livraison de la prestation.

4.3 Les délais de livraison ne sont pas rigoureux ; ils ne sont donnés qu'à titre indicatif. APOC ne peut être retenu responsable d'un quelconque retard qui ne peut être invoqué pour refuser la marchandise ou exiger une indemnité ou rabais.

4.4 Il incombe au CLIENT, sauf stipulation écrite contraire, d'assurer les frais et risques du transport de la prestation, postérieurement à la date de livraison et les marchandises voyagent aux risques et périls du destinataire, quel que soit le mode de transport ou les modalités de règlement du prix de transport.

4.5 Lorsque le CLIENT ne transmet pas dans les délais convenus les éléments nécessaires à la bonne réalisation de la prestation (sources, cahier des charges, etc.), ce fait a pour conséquence directe de retarder la réalisation et donc la livraison de la prestation par APOC. Pour autant, APOC ne saurait en aucun cas être considéré comme responsable d'une situation qu'il subit en premier lieu. Dès lors, le CLIENT reste soumis à pénalité jusqu'à ce que les éléments nécessaires soient transmis, ou sera sanctionné conformément aux dispositions de l'article 2.3.4.6

4.6 Si lors

de la livraison de la prestation, le CLIENT considère que la prestation n'est pas conforme à la commande, il doit dans une période de deux mois à compter de la livraison, déclarer par écrit le dysfonctionnement des vices qu'il impute à la prestation, et fournir toute justification quant à la réalité de ceux-ci. En tout état de cause, la garantie d'une prestation ne concerne que les éléments mentionnés dans les éléments contractuels. En particulier, en cas de réclamation sur une prestation essentiellement immatérielle (site Internet, solution de gestion, application métier etc) le cahier des charges reste le document de référence auquel les deux parties doivent se référer pour évaluer si la prestation est conforme aux spécificités du projet. Seuls les éléments mentionnés dans ce document sont considérés comme relevant des obligations de APOC. A défaut de présentation du cahier des charges, les obligations de APOC sont strictement limitées à une considération minimale au regard des prestations mentionnées dans les éléments contractuels. Dans ce cas, le CLIENT ne peut se prévaloir que d'une absence de réalisation de la prestation ou de l'un de ses éléments majeurs, les éléments mineurs ou déjà intégrés étant considérés comme parfaitement achevés. Article 5.

Obligations et responsabilités de APOC 5.1 APOC s'engage à apporter tout le soin et la diligence nécessaires à la fourniture d'un service de qualité conformément aux usages de la profession et à l'état de l'art. APOC ne répond que d'une obligation de moyens qui ne doit en aucun cas être assimilée à une obligation de résultat. 5.2

APOC s'engage à : - intervenir rapidement en cas de vice de fonctionnement provenant de défaut de conception ou d'exécution de ses solutions; - assurer le maintien à un niveau adéquat de la qualité de ses outils; - mettre tous les moyens en œuvre pour assurer dans des conditions optimales le bon fonctionnement des prestations acquises par le CLIENT ; - assurer le suivi des prestations matérielles dans la stricte limite du suivi de la garantie constructeur. 5.3

Limitations de responsabilités APOC ne pourra être tenu responsable en cas de : - Faute, négligence, omission ou défaut d'entretien du CLIENT, non-respect des conseils donnés : En particulier, lorsque APOC réalise des prestations d'hébergement, il conserve le contrôle des accès FTP. Cependant, dès lors que le client dispose desdits accès FTP, APOC est automatiquement déchargé de toute responsabilité quant-à l'indisponibilité des pages, la nature du contenu (non respect du droit d'auteur notamment), le défaut d'affichage, la détérioration partielle ou totale du contenu des pages. De manière générale, APOC n'est en aucune façon responsable d'un dysfonctionnement résultant d'une mauvaise utilisation du CLIENT ou d'une intervention du CLIENT sans autorisation sur la prestation effectuée par APOC. - Interruption de l'hébergement; - Faute, négligence ou omission d'un tiers sur lequel APOC n'a aucun pouvoir de contrôle de surveillance. En particulier, lorsque APOC fournit des liens vers d'autres sites, par des bandeaux publicitaires ou non, ou par tout autre moyen, il ne peut être tenu responsable du contenu, des produits, des services, de la publicité, des cookies ou tous autres éléments de ces sites ainsi que pour tous dommages ou pertes, avérés ou allégués, consécutifs ou en relation avec l'utilisation des informations, services ou données disponibles sur ces sites; - Divulgateion ou utilisation illicite du mot de passe remis confidentiellement au CLIENT ; - Dysfonctionnement ou ralentissement des réseaux ou de l'Internet dans son ensemble.

Article 6. Propriétés intellectuelles 6.1 Tout élément fourni par le CLIENT est protégé par le droit de la propriété intellectuelle et reste sa seule propriété. Il déclare disposer de tous les droits et/ou autorisations nécessaires, et garantit APOC contre toute réclamation

éventuelle d'un tiers qui prétendrait avoir un droit de propriété intellectuelle sur l'un quelconque des éléments fournis par lui notamment de tous textes, images, logos, graphiques, photos, films audio ou vidéo, fichiers, logiciels, bases de données. Le CLIENT est propriétaire du contenu c'est à dire des informations se trouvant sur son site (logo, pages HTML, fichiers images, sons ...), des bases de données, fichier clients ou autres. 6.2 L'ensemble des créations de APOC restent sa propriété exclusive, et APOC se réserve le droit de revendre ou d'utiliser tout ou partie de ses créations. Ainsi, tout logiciel, application métier, ou autres développements spécifiques réalisés pour le CLIENT reste la propriété de APOC. Les droits d'exploitation de ces créations ne sont donc cédés au CLIENT qu'à titre non exclusif. 6.3 APOC donne l'autorisation au CLIENT, lors d'une prestation immatérielle de modifier ou améliorer le code source existant, aux conditions impératives de ne pas revendre ou dupliquer les sources. Dans ce cas le CLIENT est le seul responsable des modifications ou améliorations et donc ne peut en aucune manière engager la responsabilité de APOC comme indiqué à l'article 5.3 des présentes. 6.4 Lorsque APOC acquiert un ou plusieurs noms de domaine dans le cadre d'une prestation Internet, ces noms de domaines sont achetés au nom et pour le compte du CLIENT. Celui-ci peut demander à tout moment le transfert à ses propres coordonnées de la propriété des domaines, sous réserve du règlement à APOC des sommes dues au titre de la prestation pour laquelle les noms de domaines ont été acquis et plus généralement du règlement de l'ensemble des sommes dues à APOC. A défaut, le CLIENT entre dans les dispositions des articles 3, 4 et 7 des présentes et s'expose notamment à la revente ou au non-renouvellement des domaines. 6.5 Tout le contenu du site de APOC est l'entière propriété de APOC, et est protégé par la législation en vigueur sur le droit d'auteur et sur la propriété intellectuelle. Sans accord préalable de la part de APOC, il est interdit d'utiliser, même partiellement le contenu du site. 6.6 La violation de ces dispositions peut entraîner l'annulation de toute commande, ce nonobstant l'engagement de poursuites. Article 7. Réserve de propriété 7.1 APOC conserve l'entière propriété de la prestation et de chacun de ses éléments, y compris immatériel, jusqu'au paiement effectif de l'intégralité du prix et accessoires et plus généralement jusqu'au règlement total de toute facturation due par le CLIENT à la société APOC. 7.2 Dans le cas où une prestation fait l'objet d'une interruption définitive, que celle-ci soit à l'initiative du CLIENT ou de APOC, APOC a toute latitude, après avoir informé son CLIENT, de vendre, de détruire, de renouveler pour son propre compte ou celui de tiers, ou de ne pas renouveler tout actif inclus dans la prestation. Article 8. Utilisation des références 8.1 Le CLIENT autorise APOC à utiliser son nom et à mentionner les prestations réalisées pour son compte à des fins commerciales. 8.2 APOC se réserve le droit de faire mention de sa qualité de créateur du site Internet, et d'implanter son logo sur l'ensemble des prestations créées pour le CLIENT, notamment au sein des sites Internet. Article 9. Confidentialité 9.1 APOC et le CLIENT s'engagent à conserver confidentiels les informations et documents concernant l'autre partie, de quelque nature qu'ils soient, auxquels les parties auraient pu avoir accès au cours de la prestation. 9.2 La précédente disposition ne fait pas obstacle à ce que APOC puisse faire état de sa relation commerciale avec le CLIENT, comme précisé à l'article 8 susvisé. Article 10. Loi informatique et liberté Le client s'engage expressément à assurer lui-même l'ensemble des formalités obligatoires à accomplir auprès de la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés). Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978 (art. 34), le CLIENT dispose d'un droit permanent d'accès, de

modification, de rectification et de suppression relatif aux informations le concernant. Article 11. Cas de force majeure La société APOC n'encourt aucune responsabilité en cas de non-exécution ou de retard dans l'exécution de l'une de ses obligations si celle-ci résulte d'un fait indépendant de sa volonté et qui échappe à son contrôle. Est considéré comme tel, tout événement extérieur, imprévisible et irrésistible au sens de l'article 1148 du Code Civil et de la jurisprudence des tribunaux français. Article 12. Non sollicitation du personnel Le CLIENT s'engage à ne pas débaucher le personnel de APOC ayant participé à la réalisation de prestations pour le CLIENT et ceci, deux années après la fin de la dernière prestation effectuée par le salarié concerné au profit du CLIENT. Article 13. Droit applicable - attribution de compétence Les présentes Conditions Générales sont soumises à la loi française. En cas de litige, et à défaut d'accord amiable, la seule juridiction reconnue et acceptée par les parties est le Tribunal de Commerce de Rennes (35).